

Une chaîne de télévision britannique dévoile en images les pratiques de Cambridge Analytica

Channel 4 News a diffusé des images où l'on voit les dirigeants de Cambridge Analytica expliquer comment ils utilisent des pots-de-vin, d'anciens espions du MI5 et du MI6 ou des prostituées ukrainiennes pour piéger des responsables politiques.

Le Monde.fr avec AFP | 20.03.2018 à 10h28 • Mis à jour le 20.03.2018 à 12h03

Selon la vidéo publiée par Channel 4, en plus de l'élection de Donald Trump, Cambridge Analytica est intervenu dans des élections au Nigeria, au Kenya (pour Uhuru Kenyatta, pour les présidentielles de 2013 et 2017), en République tchèque et en Argentine. PEDRO NUNES / REUTERS

Les nuages s'amoncellent au-dessus de Cambridge Analytica (CA), le cabinet de conseil en communication politique, filiale de la société britannique de marketing Strategic Communication Laboratories (SCL), qui jongle allègrement avec la démocratie, la collecte de données et les coups tordus.

La chaîne britannique Channel 4 News a diffusé, lundi 19 avril, des images en caméra cachée, où l'on voit les dirigeants de Cambridge Analytica – dont Alexander Nix, son dirigeant – expliquer comment ils utilisent des pots-de-vin, d'anciens espions du MI5 et du MI6 ou des prostituées ukrainiennes, pour piéger des responsables politiques.

Selon la vidéo publiée par Channel 4, en plus de l'élection de Donald Trump, CA est intervenu dans des élections au Nigeria, au Kenya (pour Uhuru Kenyatta, pour les présidentielles de 2013 et 2017), en République tchèque et en Argentine. L'entreprise nie tous les propos tenus par ses dirigeants.

Enquête sur les pratiques de Cambridge Analytica

[Elizabeth Denham](#), la responsable de l'autorité britannique de protection des données personnelles (l'Information Commissioner's Office, ou ICO), annoncé qu'elle allait tenter d'obtenir un mandat de la justice pour perquisitionner les locaux de Cambridge Analytica. Elle a aussi demandé à Facebook de laisser l'ICO mener l'audit global de CA.

Facebook avait admis, lundi, que Cambridge Analytica, travaillant pour la campagne électorale de Donald Trump en 2016, avait pu collecter les données privées de 50 millions d'utilisateurs du réseau social.

Lire aussi : [Cambridge Analytica : comment éviter que des entreprises collectent vos données Facebook](#)

Selon l'hebdomadaire britannique *The Observer*, Cambridge Analytica a utilisé ces données, volées au début de 2014, pour concevoir un logiciel capable de prévoir et d'influencer les choix des électeurs et améliorer la visibilité et l'efficacité de la campagne électorale de Trump. Le journal cite le témoignage d'un des fondateurs de la société qui affirme que ce logiciel était capable de dresser un portrait des utilisateurs et de leur adresser des publicités ciblées.

D'après l'*Observer*, les 50 millions de profils d'utilisateurs représentent environ un tiers des membres actifs de Facebook en Amérique du Nord et près d'un quart des électeurs états-unis.

Cambridge Analytica a vigoureusement démenti lundi ces informations du journal britannique.

L'entreprise dit avoir obtenu les données de Facebook auprès d'une tierce partie en 2014, mais les avoir détruites après avoir appris que ces éléments ne respectaient pas les règles sur la protection des données

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/03/20/les-pratiques-de-cambridge-analytica-revelees-par-la-chaine-de-television-britannique-channel-4_5273483_4408996.html#WMe9tyqLCb1WVAxq.99

L'affaire Cambridge Analytica plonge Facebook dans une crise historique

Aux Etats-Unis, les responsables politiques des deux bords réclament que le PDG du réseau social s'explique devant le Congrès, après les révélations sur l'utilisation des données personnelles.

LE MONDE | 20.03.2018 à 02h28 • Mis à jour le 20.03.2018 à 06h39 | Par [Martin Untersinger](#)



Peinture murale sur le campus du réseau social Facebook, à Menlo Park (Californie). JEFF CHIU / AP

Facebook est en train d'affronter l'une des pires crises de son histoire. De virulentes critiques fusent des deux côtés de l'Atlantique à l'encontre du réseau social, trois jours après les révélations du *Guardian* et du *New York Times* au sujet de Cambridge Analytica, une entreprise ayant joué les premiers rôles dans la campagne présidentielle de Donald Trump. La société britannique est accusée d'avoir, à travers un sous-traitant, siphonné les données personnelles de dizaines de millions d'Américains sur Facebook.

Aux Etats-Unis, les responsables politiques des deux bords réclament que Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, s'explique devant le Congrès. Les parlementaires ont déjà procédé à de longues auditions, à l'automne 2017, au sujet de l'ingérence russe dans l'élection de 2016 mais les patrons des principaux réseaux sociaux n'avaient pas fait le déplacement.

Dans une [lettre commune](#), deux sénateurs, la démocrate Amy Klobuchar (Minnesota) et le républicain John Kennedy (Louisiane), membres de la commission judiciaire, ont réclamé que M. Zuckerberg soit auditionné – ainsi que ses homologues de Twitter et de Google. Trois sénateurs

républicains siégeant à la commission du commerce, dont son président, ont pour leur part envoyé un questionnaire au PDG de Facebook. Deux élus démocrates, en pointe dans l'enquête sur l'ingérence russe, le sénateur Mark Warner (Virginie) et le représentant Adam Schiff (Californie), ont eux aussi demandé des explications au réseau social.

Très forte pression politique

Un autre démocrate, Ron Wyden, [a réclamé dans une lettre des explications à Mark Zuckerberg](#) sur la manière dont « *des données d'utilisateurs de Facebook avaient pu être obtenues sans leur consentement par des tiers* ». Les révélations, écrit l'influent sénateur de l'Oregon, sur les questions liées aux nouvelles technologies, « *pose la question de savoir si les pratiques de Facebook sont prudentes voire souhaitables et souligne le danger à monétiser les données personnelles* ».

Le procureur de l'Etat du Connecticut [a de son côté annoncé l'ouverture d'une enquête](#), emboîtant le pas de son homologue du Massachusetts.

Alors que Facebook est déjà l'objet d'une très forte pression politique, notamment sur sa gestion de l'ingérence russe, cet épisode va apporter de l'eau au moulin de ceux, jadis inaudibles mais de plus en plus nombreux aux Etats-Unis, qui estiment les géants du numérique insuffisamment régulés.

Facebook pourrait cependant faire face à un danger financier plus immédiat : avec cette fuite, le réseau social a peut-être violé un accord noué en 2011 avec la Federal Trade Commission (FTC) concernant les données personnelles. Deux anciens membres de la FTC qui ont participé à la rédaction de l'accord [ont ainsi expliqué au Washington Post](#) que la fuite exposait le réseau social à de très importantes amendes.

« Une violation inacceptable du droit à la vie privée »

En Europe, où l'on est plus coutumier des critiques envers la Silicon Valley, la commissaire à la justice, Vera Jourova, a estimé ces révélations « *effroyables [si elles étaient] confirmées* ». « *Je demanderai des clarifications à Facebook pour mieux comprendre ce problème* », a-t-elle déclaré alors qu'elle se trouvait, justement, aux Etats-Unis pour aborder la question de la protection des données personnelles. Les députés européens vont également se pencher sur la question a annoncé le président de l'institution, Antonio Tajani, pour qui cette affaire est « *une violation inacceptable du droit à la vie privée de nos citoyens* ».

Au Royaume-Uni, un porte-parole de la première ministre Theresa May [a jugé](#) « *inquiétant* » les révélations de la presse tandis que le président de la commission parlementaire sur le numérique, le conservateur Damian Collins, réclamait la venue de Mark Zuckerberg. [Selon lui](#), le Parlement britannique, qui a auditionné récemment un cadre européen du réseau social, a été « *trompé* » par Facebook, qui a « *sous-estimé* » les dangers de l'utilisation des données personnelles par des tiers.

L'Information Commissioner's Office (ICO), l'autorité britannique de protection des données personnelles, va quant à elle tenter d'obtenir un mandat de la justice pour perquisitionner les locaux de Cambridge Analytica.

Chute de Facebook en Bourse

Au moment où la présidente de l'ICO annonçait son intention sur les ondes de la chaîne Channel 4, des experts mandatés par Facebook [se trouvaient justement dans les bureaux de Cambridge Analytica](#) pour s'assurer que cette dernière avait bien supprimé les données irrégulièrement collectées. Sur demande de l'ICO, ils ont quitté les lieux dans la soirée. Selon Facebook, qui a été averti de la fuite dès la fin 2015, Cambridge Analytica l'avait assuré avoir fait disparaître les données. Selon le *Guardian* et le *New York Times*, l'entreprise britannique dispose encore d'une

copie des données.

Le cours de Bourse de Facebook a pâti des révélations : à la clôture du Nasdaq, il avait perdu 6,8 %, soit plus de 30 milliards de dollars (24,3 milliards d'euros) de valorisation, sa pire journée depuis plus de cinq ans.

Alors que la tempête fait rage, le silence des capitaines est assourdissant. Ni son PDG, Mark Zuckerberg, ni sa directrice des opérations et bras droit, Sheryl Sandberg, ne se sont exprimés sur l'affaire. Cette dernière porte pourtant sur deux points cruciaux et ultrasensibles pour Facebook : son rôle exact dans l'élection présidentielle de 2016 et, plus fondamentalement, sa gourmandise en données personnelles et sa dépendance aux revenus issus de la publicité ciblée. On voit mal comment le réseau social, qui est aussi une gigantesque régie publicitaire, pourrait faire table rase du cœur de son modèle économique

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/03/20/l-affaire-cambridge-analytica-plonge-facebook-dans-une-crise-historique_5273376_4408996.html#M2BpjLXO2EGBmzW7.99